



## Assemblée générale

Distr. générale  
19 mars 2003  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du droit international

#### Cinquante-cinquième session

Genève, 5 mai-6 juin 2003

et 7 juillet-8 août 2003

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

### Nomination à des sièges devenus vacants après élection

#### Note du Secrétariat

##### Additif

#### I. Liste de candidats

1. Au 19 mars 2003, les candidats ci-après avaient présenté leur candidature aux sièges devenus vacants à la suite du décès de Valery Kuznetsov et de l'élection de Bruno Simma et Peter Tomka à la Cour internationale de Justice :

M. Constantin P. Economidès (Grèce)

M. Gerhard Hafner (Autriche)

M. Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie)

M. Teodor Viorel Melescanu (Roumanie)

M. Árpád Prandler (Hongrie)

2. On trouvera à la section II ci-après les curriculum vitae des candidats.



## II. Curriculum vitae des candidats

### **Constantin P. Economidès (Grèce)**

Né le 4 décembre 1932 à Samos (Grèce).

#### **Formation universitaire**

Licencié de la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Strasbourg (1954).

Diplômé du Centre des hautes études européennes de Strasbourg (1955).

Doctorat en droit des facultés de droit de l'Université de Strasbourg (1956) et de l'Université d'Athènes (1975).

Assistant en droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Athènes (1960-1967).

#### **Activités actuelles**

Membre depuis 1960 du Département juridique du Ministère des affaires étrangères et Directeur de ce département de 1979 à 1995.

Professeur associé de droit international à l'Université de sciences sociales et politiques Pantios (1986-1991) et professeur titulaire depuis 1991.

Membre de 1991 à 1999 du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Membre depuis 1990 de la Commission de Venise pour la démocratie par le droit.

Membre depuis 1997 de la Commission du droit international de l'ONU.

#### **Négociations bilatérales**

Membre de la délégation grecque, en tant que conseiller juridique, aux négociations avec : la Tchécoslovaquie (conclusion de trois accords, 1964), la Roumanie (conclusion de neuf accords, 1966), la Yougoslavie (conclusion de l'Arrangement relatif au transit des marchandises yougoslaves par le port de Salonique, 1974-1975), les États-Unis (régime juridique des forces armées en Grèce, 1975-1976), la Turquie (délimitation du plateau continental de la mer Égée, 1976-1979) et négociations au niveau des ministres des affaires étrangères et des premiers ministres, 1988), l'Italie (conclusion de l'Accord de délimitation du plateau continental de la mer Ionienne, 1977), la Roumanie (conclusion d'un accord d'entraide judiciaire et d'une convention consulaire, 1972), la Bulgarie (conclusion d'une convention consulaire, 1973 et d'un accord d'entraide judiciaire, 1976), la Yougoslavie (conclusion d'une convention consulaire, 1973).

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1976), la Hongrie (1977), l'Union soviétique (1978), la Tchécoslovaquie (1980), la République démocratique allemande (1982) et la Tunisie (1995) pour la conclusion de conventions consulaires.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1978), la Hongrie (1979), la Tchécoslovaquie (1980), l'Union soviétique (1981), la République arabe syrienne (1981), la République démocratique allemande (1984), l'Égypte (1986), le Maroc (1988), la Tunisie (1993), la Chine (1993), pour la conclusion d'accords d'entraide judiciaire.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Égypte (1986), la Hongrie (1987) et le Maroc (1988), pour l'établissement d'accords sur le transfèrement de détenus.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Allemagne (1992), la Croatie (1993), la Slovénie (1994), la République tchèque (1994), la Fédération de Russie (1994), la Slovaquie (1995), sur le régime conventionnel entre la Grèce et les pays précités, à la suite de successions d'États.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Bulgarie pour l'élaboration d'un accord concernant l'utilisation des eaux du fleuve Nestos (1994).

### **Organisations et conférences internationales**

Membre depuis 1962, de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe : fonctions consulaires, immunité des États, assistance judiciaire en matière administrative, asile territorial et réfugiés, extension des droits de l'homme, coopération juridique, droit international public, protection des minorités.

Représentant de la Grèce à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à la Conférence internationale pour la sécurité de l'aviation civile internationale (Rome, 1973).

Président du Comité d'expert du Conseil de l'Europe pour l'examen du projet de la Commission du droit international sur les clauses de la nation la plus favorisée (1979).

Représentant de la Grèce au Comité spécial sur la Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation (1979-1981).

Membre de la délégation grecque à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1981).

Représentant de la Grèce aux Conférences des Nations Unies sur :

- a) La succession d'États en matière de traités (1978);
- b) La succession d'États en matière de créances, dettes et archives (1983);
- c) Le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986).

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le droit international public (1982-1984).

Représentant de la Grèce depuis 1977, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Secrétaire exécutif de la Réunion d'experts de la CSCE concernant le règlement pacifique des différends internationaux (Athènes, 1984).

Président du Comité directeur de coopération juridique du Conseil de l'Europe (1985-1986).

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire et au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'élaboration d'un texte conventionnel pour la protection des aéroports contre les actes terroristes (1987).

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire pour la répression des actes illicites dirigés contre la navigation maritime (1987).

Membre de la délégation grecque à la troisième réunion de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (1991).

Chef de la délégation grecque à la réunion de la CSCE à La Valette pour le règlement des différends (1991), au séminaire de la CSCE pour les institutions démocratiques (Oslo, 1991) et à la Conférence de la CSCE pour l'élaboration d'une convention de conciliation et d'arbitrage (Genève, 1992).

Membre de la délégation grecque qui a participé à la procédure de médiation sous les auspices des Nations Unies par le règlement du différend portant sur le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine (1994).

Membre de la délégation spéciale de conseillers du Conseil de l'Europe chargée de préparer une conférence sur les minorités dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (1999-2000).

#### **Instances juridictionnelles**

Membre de la délégation grecque devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Plateau continental de la mer Égée* (mesures conservatoires, 1976) et agent et conseil de la Grèce pour la même affaire (compétence, 1978).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1979.

Membre, depuis 1991, du Mécanisme de la CSCE (La Valette) pour le règlement des différends.

Membre de la Commission de l'UNESCO pour les conventions et les recommandations (1985-1986).

Agent du Gouvernement grec devant la Commission et la Cour pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1989-1991).

#### **Principales publications**

##### *Ouvrages*

*La question chypriote et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Strasbourg, 1956.

*Le pouvoir de décision des organisations internationales européennes*, A.W. Sythoff Leyde 1964.

*L'inviolabilité et l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et consulaires* [analyse des Conventions de Vienne de 1961 et de 1963, Athènes, 1975 (en grec)].

*Droit international public (La théorie des sources)*; oeuvre collective : K. Loannou – C. Economidès – Ch. Rozakis – A. Fatouros, Athènes, 1988 (en grec).

*Le régime juridique des îles grecques de l'Égée* (réponse à l'étude de H. Pazarci), Athènes, 1989 (en grec).

*Cours de droit international public*, deuxième édition, Athènes, 1990 (en grec).

*Introduction au droit diplomatique et consulaire*, Athènes, 1990 (en grec).

*Articles et essais*

« Systèmes et limites de la responsabilité en droit aérien, national et international » R.H.D.I., 1959.

« Le statut international de l'Antarctique résultant du traité du 1er décembre 1959 », R.H.D.I., 1962.

« Les amendements à la Convention relative à l'Organisation maritime consultative intergouvernementale et leur introduction dans l'ordre juridique grec », R.H.D.I., 1968.

« Nature juridique des actes des organisations internationales et leurs effets en droit interne », R.H.D.I., 1970.

« L'Arrangement gréco-yougoslave du 3 février 1975 relatif au transit des marchandises yougoslaves par la zone franche du port de Thessaloniki », R.H.D.I. 1975.

« La révision de la Charte des Nations Unies » (état actuel de la question), R.H.D.I., 1977.

« La prétendue obligation de démilitarisation de l'île de Lemnos », R.H.D.I., 1981.

« Nouveaux éléments concernant l'île de Lemnos : un problème totalement artificiel », R.H.D.I., 1984.

« La Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux », *Annuaire français de droit international*, 1982.

« The contiguous zone, today and tomorrow, the New Law of the Sea » (Ch. Rozakis, C. Stefanou éd.), North Holland, 1983.

« Principales réglementations du nouveau droit de la mer, Droit international et politique étrangère », 1985 (en grec).

« Consular Relations, Consular treaties, Consuls dans *Encyclopedia of Public International Law* », éditions Max Planck Institut, sous la direction du professeur Bernhardt, tome 9, 1986.

« La Convention de Montreux de 1936 pour les détroits », dans l'ouvrage *Force et autorité des traités* (éd. de la Fondation hellénique de politique étrangère et de défense nationale), Athènes, 1987 (en grec).

« Les actes institutionnels internationaux et les sources du droit international », *Annuaire français de droit international*, 1988.

« La levée de l'état de guerre avec l'Albanie – Droit international et politique étrangère », 1988 (en grec).

« Le mont Athos et le droit international – Institute for Balkan Studies », Salonique, 1993.

« Les raisons qui ont imposé la conclusion des deux Protocoles additionnels de 1977 pour le droit international humanitaire », dans *Nouveau droit international humanitaire des conflits armés* (éd. St. Perakis), Athènes, 1989 (en grec).

« Le droit de recours individuel : moyen de renforcement de la démocratie » dans *Démocratie et droits de l'homme, Conseil de l'Europe* (éd. M. P. Engels), Strasbourg, 1990.

« États de droit et tribunaux indépendants », R.H.D.I., 1991.

« Les rapports entre le droit international et le droit interne », Collection *Science et technique de la démocratie, Conseil de l'Europe*, 1993.

« Les fondements juridiques de la politique étrangère », R.H.D.I., 1/1997.

« Les îlots d'Imia dans la mer Égée : un différend créé par la force », *Revue générale de droit international public*, 1997/2.

« L'obligation de règlement pacifique des différends internationaux : une norme fondamentale tenue à l'écart », dans *Boutros-Boutros Ghali, Amicorum Discipulorumque Liber*, Vol. I, 1998.

« La révision des dispositions de la Constitution hellénique concernant les relations internationales » dans *Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos*, 1999.

« L'habilitation législative : un moyen commode pour l'exécution rapide des résolutions du Conseil de sécurité prises dans le cadre de la sécurité collective » dans *Recueil d'articles de conseillers juridiques d'États, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, Nations Unies, 1999.

« Les effets de la succession d'États sur la nationalité des personnes physiques », *Revue générale de droit international public*, 1999/3.

« La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie et le droit international », R.H.D.I., 2/1999.

« Aperçu des travaux de la Commission du droit international : 1948-1998 » dans *Commission du droit international cinquante ans après : bilan d'activités*, Nations Unies, 2000.

### **Séminaires et sociétés scientifiques**

Participation à un grand nombre de séminaires portant sur des questions de droit international et de politique étrangère, tant en Grèce qu'à l'étranger.

Membre du Comité de direction de l'Institut hellénique de droit international et étranger et membre du Comité de rédaction de la *Revue hellénique de droit international* (R.H.D.I.).

Membre de la branche grecque de l'Association du droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre du Comité grec pour le droit international privé.

Membre de la société grecque de droit international et des relations internationales.

## Gerhard Hafner (Autriche)

Né le 3 août 1943 à Vienne.

1961-1965	Études de droit à la faculté de droit de l'Université de Vienne; études de russe à l'Institut d'interprétation de la même université, cours d'été au Luxembourg, à Paris et à la Peace Academy de La Haye
Année universitaire 1967/68	Programme d'échange à l'Université d'État de Moscou (Institut de droit international), pour étudier la conception soviétique du droit international (avec le professeur G. I. Tunkin)
1969	Première publication (sur la notion soviétique de neutralité permanente)
Janvier 1970-1990	Assistant du professeur Zamanek à l'Institut de droit international de l'Université de Vienne
Octobre 1970-juin 1971	Service militaire dans l'armée autrichienne
Entre 1972 et 1995	Détaché à plusieurs reprises au Service juridique du Ministère autrichien des affaires étrangères (1983 : chef de la Sous-Division du droit économique international)
Depuis 1972	Membre ou chef de la délégation autrichienne à des conférences internationales et dans des organisations internationales
Décembre 1983	Récipiendaire du « Venia legendi » décerné par la faculté de droit de l'Université de Vienne pour le rapport « Droit international et droit économique international » (rapport sur le statut d'un État sans littoral dans le système de répartition du droit de la mer, en s'intéressant particulièrement à la zone économique exclusive : « Binnenstaat in der Verteilungsordnung des Internationalen Seerechts – am Beispiel der Wirtschaftszone »)
Octobre 1990	Nommé professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Vienne (jusqu'à présent)
Depuis 1991	Professeur invité à l'Université Comenius de Bratislava (Slovaquie)
Mai 1993-février 1995	Directeur de la Division du droit international général au Service juridique du Ministère autrichien des affaires étrangères
Janvier-juin 1996	Professeur invité au Département de sciences politiques de la faculté de droit de l'Université de Stanford (Californie)

Novembre 1996	Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à la Commission du droit international pour la période 1997-2001; 1997-2001 : membre de la Commission du droit international
Février 1997	Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris 2
Juin 1998	Nommé professeur invité permanent à la faculté de droit de l'Université Comenius de Bratislava
Août 2001	Élu membre associé de l'Institut de droit international
Mai 2002	Nommé à la Cour permanente d'arbitrage
État civil	Nationalité autrichienne depuis la naissance; marié depuis 1971 à Ulrike Hafner, deux fils : Clemens (né en 1972), Viktor (né en 1978)

### **Activités pertinentes**

Cours sur le thème général du droit international et du droit européen (institutions et politique étrangère et de sécurité commune) à la faculté de droit de l'Université de Vienne.

Professeur à l'Académie diplomatique de Vienne.

Professeur au campus d'été de l'Université de Vienne à Strobl (Autriche).

Professeur invité à l'Université de Stanford (cours sur le système européen dans de nouvelles circonstances et un séminaire de perfectionnement en droit international).

Cour à l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris 2 sur la responsabilité internationale en droit de l'environnement.

Cour de droit européen à l'Université de Krems (sud de l'Autriche).

Cour de troisième cycle d'études internationales organisé par l'Académie diplomatique de Vienne et l'Université de Vienne.

Membre des associations internationales suivantes :

- Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht (membre du Conseil depuis 1997);
- American Society of International Law;
- Association du droit international (branche autrichienne; Président de la branche autrichienne depuis 1992; Président des Comités de la succession des États et de la neutralité maritime);
- Société française pour le droit international;
- Österreichische Gesellschaft für Europarecht;
- Institut de droit international.

Participation à des conférences :

- Membre de la délégation autrichienne à plusieurs conférences internationales (Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer 1973-1982, Conférence

des Nations Unies sur l'environnement de 1972, conférences de codification, réunions de la CSCE sur le règlement pacifique des conflits 1978, 1984 et 1992, conférence sur les conditions d'immatriculation des navires, consultations au sein des Nations Unies sur l'immunité des États);

- Chef de la délégation autrichienne (réunion sur l'élaboration d'un accord sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel connexe, consultations au sein des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, conférence sur la création d'une cour criminelle internationale : présidence de l'Union européenne); représentant de l'Autriche à la Sixième Commission de l'Assemblée générale;
- Président du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles (février 2002);
- Consultant pour la Commission économique pour l'Europe (CEE), Président du Groupe de travail de la CEE sur la responsabilité.

Participation à de nombreux congrès spécialisés internationaux.

Membre de la Commission du droit international (CDI) de 1997 à 2001 : membre du comité de rédaction, membre de plusieurs groupes de travail sur différentes questions à l'examen, Président du Groupe de travail sur les immunités juridictionnelles en 2001, Vice-Président de la CDI en 2001.

Activités dans différents journaux spécialisés :

- Directeur de la rédaction du *Journal autrichien de droit public* (ÖZÖR);
- Corédacteur en chef du *Journal autrichien de droit international et de droit public*;
- Rédacteur en chef de la *Revue autrichienne de droit international et de droit européen*;
- Conseiller technique pour la « Österreichische außenpolitische Dokumentation » (Documentation sur la politique étrangère autrichienne) publiée par le Ministère des affaires étrangères;
- Éditeur d'ouvrages sur différentes questions de droit international;
- Auteur de nombreux articles sur différentes questions de droit international et européen en allemand, en anglais et en français.

### **Bibliographie**

*Die permanente Neutralität in der sowjetischen Völkerrechtslehre – eine Analyse*, dans *Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht* (ÖZÖR) 19, 1969, p. 215 à 258.

*Das sozialistische Völkerrecht und die Beziehungen zur Volksrepublik China in der sowjetischen Völkerrechtsdoktrin*, dans *China-Report* 1972 (3), p. 5 et suiv.

*Der sozialistische Begriff der kollektiven Sicherheit und die Probleme seiner Realisierung in Europa*, dans *Österreichische Zeitschrift für Außenpolitik* (ÖZA) 1973, p. 131 et suiv.

*Intervention und kollektive Sicherheit*, dans *Österreichische Militärzeitschrift* 5/1973, p. 376 et suiv.

*Das Tauziehen um die Umweltdenkulation und das Verhalten der Entwicklungsstaaten*, dans *Internationale Entwicklung* 1972, p. 18 et suiv.

*Internationales Seerecht. Die Entwicklungsländer auf der 2. Session der 3. Seerechtskonferenz der UN*, dans *Internationale Entwicklung*, 1974/III, p. 36 et suiv.

*Die dritte Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen*, dans *ÖZA* 1975, p. 4 et suiv.

*Die dritte Session der Dritten Seerechtskonferenz der UNO*, dans *Zeitschrift der österreichischen Forschungsstiftung für Entwicklungshilfe* 1975/II, p. 56 et suiv.

*Bemerkungen zu den Rechtsprinzipien der kollektiven Sicherheit in Europa*, dans *O. W. von Amerongen, Hrg., Rechtsfragen der Integration und Kooperation in Ost und West* (Berlin, 1976), p. 308 et suiv.

*Die Souveränität in Beziehung zur Einzelperson gemäß der sowjetischen Völkerrechtsdoktrin*, dans *EuGRZ* mai 1977. Cahiers 11/12, p. 220 et suiv.

*Die Gefährdung der Freiheit der Hochseefischerei: das Urteil im isländischen Fischereistreit im Lichte der 3. Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen*, dans *R. Bernhardt, W. Rudolf (Hrg.), Die Schifffahrtswfreiheit im gegenwärtigen Völkerrecht, Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht* (Karlsruhe, 1975), p. 195 et suiv.

*Die internationale Regelung der Lagerung vom radioaktiven Abfall im Meer*, dans *Unsere Umwelt*, cahier No 5, p. 10 et suiv.; cahier No 6, p. 12 et suiv.; cahier No 7, p. 5 et suiv.

*Die Gruppe der Binnen – und geographisch benachteiligten Staaten auf der Dritten Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen*, dans *ZaöRVR* 38 (1978), p. 568 et suiv.

*Die neue internationale Wirtschaftsordnung und die neue internationale Seerechtsordnung*, dans *H. Neuhold (Hrg.), Die Neue Internationale Wirtschaftsordnung und Österreich* (Vienne, 1978), p. 49 et suiv.

*Österreich und die Gestaltung des internationalen Seerechts*, dans *Die Vereinten Nationen und Österreich* 29, cahier No 6/80, p. 49 et suiv.

*Monitoring and Surveillance: Waste Disposal*, dans *Proceedings Pacem in Maribus X. Malta*, 1981, p. 63 et suiv.

*Bemerkungen zur Überprüfung des Gestaltungsprozesses internationaler multilateraler Verträge*, dans *ÖZÖRV* 32, p. 241 et suiv.

*Räumliche Regime und Nutzungen über die und jenseits der Staatsgrenzen*, dans *Neuhold, Hummer, Schreuer, Österreichisches Handbuch des Völkerrechts* (Vienne, 1983), p. 290 et suiv.

*Schlagwörter: Freiheit der Meere, Meeresboden, Verkehrsrecht*, dans *I. Seidl-Hohenveldern, Lexikon des Rechts. Völkerrecht*, Neuwied (Darmstadt, 1985), 86, 181, 296.

*The « landlocked » viewpoint*, dans *Marine Policy* 1981, p. 281 et suiv.

*The Regulation of Marine Scientific Research Activities of Landlocked and Geographically Disadvantaged States in the Draft Convention on the Law of the Sea*, dans John-Ho Park (éd.), *The Law of the Sea in the 1980*, 1983, p. 342 et suiv.

*Russische Konzessionsurkunden*, dans P. Fischer, *International Concessions and Related Instruments* (Dobbs Ferry, New York, Oceana, 1976).

*The Legal Problems of Coastal Tourism in the Framework of the International Law of the Sea*, dans *Atti del 2<sup>o</sup> Convegno Internazionale Mare e Territorio, L'Area Mediterranea*, (Palerme, 1985), p. 121 et suiv.

*The Land-locked Countries and the Law of the Sea* (avec H. Türk), dans *Essays on the New Law of the Sea* (éd. Yukas) (Zagreb, 1985), p. 58 et suiv.

*Neke primjedbe uz « stvarnu vezu » između države i broda u suvremenom pravu mora* (Some Comments on the « Genuine Link » of Vessels, dans the Contemporary Law of the Sea), *Zbornik Pravnog Fakulteta u Zagrebu* (5-6) (Zagreb, 1985), p. 571 et suiv.

*Die Integration der osteuropäischen Staaten: Osteuropäische Integrationsformen*, dans P. Fischer, H. Köck, *Europarecht einschließlich des Rechts supranationaler Organisationen* (Eisenstadt, 1986), p. 47 et suiv, p. 282 et suiv.

*Die Donaukommission*, dans P. Fischer, H. Köck, *Europarecht einschließlich des Rechts supranationaler Organisationen* (Eisenstadt, 1986), p. 51 et suiv.

Introduction à : *Hans Kelsen on the Issue of the Continental Shelf, Two Legal Opinions* (Hans-Kelsen-Institute, Vienne, 1986).

*Die seerechtliche Verteilung von Nutzungsrechten. Rechte der Binnenstaaten in der ausschließlichen Wirtschaftszone* (Vienne – New York, 1987), 533 pages.

*Aktuelle österreichische Praxis in Völkerrecht: Diplomatische Praxis*, dans *ÖZÖRVR* 27 (1976), 341.

Dans *ÖZÖRVR* 28 (1977), p. 325.

Dans *ÖZÖRVR* 29 (1978), p. 291.

Dans *ÖZÖRVR* 30 (1979), p. 361.

Dans *ÖZÖRVR* 31 (1980), p. 319.

Dans *ÖZÖRVR* 32 (1981), p. 300.

Dans *ÖZÖRVR* 33 (1982), p. 339.

Dans *ÖZÖRVR* 34 (1984), p. 416.

Dans *ÖZÖRVR* 35 (1985), p. 373.

Dans *ÖZÖRVR* 36 (1986), p. 409.

Dans *ÖZÖRVR* 37 (1987), p. 403.

Dans *ÖZÖRVR* 38 (1988), p. 277.

Dans *ÖZÖRVR* 39 (1989), p. 429.

Dans *ÖZÖRVR* 40 (1990), p. 271.

Dans *AJIPL (ÖZÖRVR)* 42 (1991), p. 475.

(Ensemble avec J. Putzer), dans *ARIEL* (1997) 2, p. 539 à 664.

*Wiederentdeckung der land- und Forstwirtschaft als Lebensgrundlage der postindustriellen Gesellschaft. Normative Umsetzung – Rechtspolitik. Völkerrechtliche Konsequenzen*, dans *Sonderausgabe der Zeitschrift « Förderungsdienst »*, Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Europäisches Forum Alpbach 1987 (Vienne, 1988), p. 125 à 138.

*Mexikos Protest 1938 und der Völkerbund*, dans *Jahrbuch für internationale Studien* (Vienne, 1988), p. 39 à 56.

*Die Bemühungen um ein gesamteuropäisches Streitbeilegungssystem im Rahmen der KSZE*, dans K.-H. Böckstiegel, H.-E. Folz, J. M. Mössner, K. Zemanek (Hrsg.), *Völkerrecht. Recht der Internationalen Organisationen* (Weltwirtschaftsrecht, Cologne, Berlin, Bonn, Munich, 1987), p. 147 à 171.

*Osteuropa – sozialistische ökonomische Integration*, dans Esterbauer, Lang (Hrsg), *Integration und Kooperation in Nord und Süd* (Berne, 1988), p. 203 à 234.

*Das Übereinkommen über Hilfeleistung bei nuklearen Unfällen oder strahlungsbedingten Notfällen*, dans *ÖZÖRV* 39 (1988), p. 19 à 39.

Schlagwort « Fishing boats », dans *Encyclopedia of Public International Law*, vol. 11 (1989), p. 124 à 125.

*Ein dritter Weg für Österreich. Bemerkungen zu den Aussagen des Präsidenten der EG-Kommission, Jacques Delors*, dans *Economy-Fachmagazin* 1/89 (1989), p. 54 à 55.

*Europarecht, Texte und Fälle* (avec J. Aicher et P. Fischer) (Vienne, 1989).

*Die Möglichkeit der Entwicklung der Rechtsbeziehungen zwischen Österreich und der EWG außerhalb einer Mitgliedschaft*, dans *ÖZÖRV* 40 (1989), p. 1 à 28.

*Alternative Rechtsbeziehungen zwischen Österreich und der EWG außerhalb einer Mitgliedschaft*, dans *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 3/1989, p. 209 à 221.

*Bemerkungen zur Funktion und Bestimmung der Betroffenheit im Völkerrecht anhand des Binnenstaates*, dans *German Yearbook of International Law* 31 (1988) (Berlin, 1989), p. 187 à 229.

*Internationaler Umweltschutz*, dans *Economy-Fachmagazin* 4/90 (1990), F 9-F 10.

Das Verursacherprinzip, dans *Economy-Fachmagazin* 4/90 (1990), F 23-F 29.

*Some Comments on the Lugano Convention – The International Law Perspective*, dans M. Robinson, J. Findlater (éd.), *Creating a European Economic Space: Legal Aspects of EC – EFTA Relations* (Dublin, 1990), p. 139 à 144.

*Die Embargo-Beschlüsse der Vereinten Nationen*, dans *Economy*, 11/90, p. 2 à 7.

« *Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability* », dans *Yearbook of International Environmental Law*, vol. 1, 1990, p. 86 à 92.

*International Law, Economics and Economy*, dans W. Waigel (Hg), *Economic Analysis of Law – A Colletion of Applications* (Vienne, 1991), p. 272 à 290.

*Neutralität und Subsidiarität*, dans *Economy* 3/91, p. 50 à 56.

*Neutral and Non-Aligned Countries in the Processes of Pan-European Institutionalization*, dans *Peace and the Sciences* (Vienne, 1991), p. 31 à 37.

*The Impact of Developments in the East European "Socialist" States on Austria's Neutrality*, dans Neuhold H. (éd.), *The European Neutrals in the 1990s* (Boulder, San Francisco, Oxford, 1992), p. 165 à 184.

*Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability*, dans *Yearbook of International Environmental Law*, vol. 2, 1991, p. 91 à 98.

*Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability*, dans *Yearbook of International Environmental Law*, vol. 3, 1992, p. 206 à 213.

*Commentary, International and European Community Law. Aspects of Pollution of International Watercourses*, dans H. Neuhold, W. Lang, K. Zemanek (Hgb), *Environmental Protection and International Law* (Londres-Dordrecht-Boston, 1991), p. 142 à 146.

*Bemerkungen zur dauernden Neutralität Österreichs 1991 und danach*, dans H. Krejci, E. Reiter, H. Schneider (Hrg.), *Neutralität: Mythos und Wirklichkeit*, (Vienne, 1992), p. 187 à 196.

*EG Maastricht: Die soziale Integration* (avec W. Mazal), dans *Economy* 7-8/92, p. 170 à 172.

« *L'obsolescence de certaines dispositions du traité d'État autrichien de 1955* », dans *Annuaire français de droit international* XXXVII (1991), p. 239 à 257.

*The Use of Analytical Methods and Tools in International Negotiations: A Practitioner's Perspective*, dans *Theory and Decision* 34 (1993), p. 329 à 343.

*The Optimum Utilization Principle and the Non-Navigational Uses of Drainage Basins*, dans *AJIPL* 45 (1993), p. 113 à 146.

*Civil Liability and Other Forms of Transnational Accountability*, dans *Yearbook of International Environmental Law*, vol. 4, 1993, p. 123 à 128.

*Schutzmachtfunktion und völkerrechtliches Interventionsverbot (art. 2, Z. 7 der UNO-Charta)*, dans F. Ermacora, H. Tretter, A. Pelzl (Hg.), *Völkgruppen im Spannungsfeld von Recht und Souveränität in Mittel- und Osteuropa*, Vienne, 1993, p. 125 à 145.

*Comments on the Objective of Regional International Environmental Law*, dans O. Höll (Hg.), *Environmental Cooperation in Europe, The Political Dimension*, Boulder, San Francisco, Oxford 1994, p. 137 à 142.

*Das Streitbeilegungsübereinkommen der KSZE: Cui bono?*, dans K. Ginther, G. Hafner, W. Lang, H. Neuhold, L. Sucharipa-Behrmann (Hg.), *Völkerrecht zwischen normativem Anspruch und politischer Realität*, Berlin 1994, p. 115 à 154.

*The Rights of Land-Locked States in the Baltic Sea*, dans R. Platzöder, Ph. Verlaan (Hg.), *The Baltic Sea: New Developments in National Policies and International Cooperation*, Ebenhausen 1994, p. 371 à 386.

*L'Autriche et l'Union européenne : Technique et pratique du référendum* (avec Patrick Schulz), dans *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, No 383, décembre 1994, p. 635 à 642.

*La neutralité de l'Autriche après son adhésion à l'Union européenne* (avec Patrick Schulz), dans *Annuaire français de droit international* XL (1994), p. 287 à 325.

*Staatensukzession und Schuldenübernahme beim "Zerfall" der Sowjetunion* (avec August Reinisch), Vienne 1995, 168 pages.

*Introduction and Commentary on Part X of the United Nations Convention on the Law of the Sea*, dans Nandan S., Rosenne Sh. (éd.), *United Nations Convention on the Law of the Sea 1982. A Commentary*, La Haye, Londres, Boston 1995, p. 371 à 457.

*The Recent Austrian Practice of State Succession: Does the Clean Slate Rule Still Exist?* (avec E. Kornfeind), dans *Austrian Review of International and European Law I*, 1-49, 1996, Kluwer Law International.

*Austria and Slovenia: The Succession in Bilateral Treaties and the State Treaty of 1955*, dans *Development and International Cooperation*, vol. XII, No 23, décembre 1996, p. 65 à 83.

*Die zweite Säule der Europäischen Union: Die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik: eher Vorstellung denn Wille*, dans W. Hummer, M. Schweitzer (Hgb), *Österreich und das Recht der Europäischen Union*, Teil III, Manz Verlags, 1996, p. 123 à 148.

*Die politischen Änderungen in Europa und die dauernde Neutralität*, dans H. Neuhold, B. Simma (Hgb), *Neues europäisches Völkerrecht nach dem Ende des Ost-West-Konfliktes?* Nomos Verlag, Baden-Baden, 1996, p. 115 à 145.

*Právni Problémy Vstupu Rakouska Do Evropské Unie* (Legal Problems Related to Austria's Accession to the European Union), dans *Rocenka Evropského Práva*, Svacek I, 1995, p. 9 à 25.

*The International Law Commission and the Future Codification of International Law*, dans *ILSA Journal of International & Comparative Law*, Nova Southeastern University, Shepard Broad Law Center, vol. 2, No 3, 1996, p. 671 à 677.

*Austria and the Law of the Sea*, dans T. Treves (éd.), *The Law of the Sea*, Kluwer Law International, 1997, p. 27 à 35.

*The Rights of Land-Locked States in the Baltic Area*, dans *The Baltic Sea: New Developments in National Policies and International Cooperation*, Kluwer Law International, 1996, p. 371 à 386.

*Limits to the Procedural Powers of the International Tribunal for the Former Yugoslavia*, dans Wellens (éd.), *International Law: Theory and Practice*, Kluwer Law International, 1998, p. 651 à 677.

*Should One Fear the Proliferation of Mechanisms for the Peaceful Settlement of Disputes?*, dans L. Caflisch (éd.), *The Peaceful Settlement of Disputes between States: Universal and European Perspectives*, Kluwer Law International, 1998, p. 25 à 41.

*Europarecht, Texte und Fälle* (avec P. Fischer), WUV, Vienne, 1998.

*The Amsterdam Treaty and the Treaty-Making Power of the European Union. Some critical comments*, dans G. Hafner, G. Loibl, A. Rest, L. Sucharipa-Behrmann, K. Zemanek, *Liber Amicorum – Professeur Ignaz Seidl-Yohenveldern en l'honneur de son quatre-vingtième anniversaire*, Kluwer Law International, 1998, p. 257 à 284.

*Rechtliche Grundlagen für die Sanktionen innerhalb der EU und die Rechtslage Österreichs*, dans *Bundesministerium für Landesverteidigung, Hgb, Aktuelle Probleme des Wehrrechts*, Vienne 1997, p. 488 à 513.

*The Physionomie of Disputes and the Appropriate Means to Resolve Them*, dans United Nations ed., *International Law as a Language for International Relations*, New York 1998, p. 559 à 574.

*The Austrian Foreign Policy Documentation – Die Österreichische Außenpolitische Dokumentation. Objectifs and Problems*, dans Ministero degli Affari Esteri ed., *Diplomatic Sources and International Crisis*, Rome 1998, p. 77 à 82.

(Avec Boon, Rübersame, Huston) *A Response to the American View as presented by Ruth Wedgwood*, dans *EJIL* 10 (1999), p. 108 à 123.

*Kodifikation und Weiterentwicklung des Völkerrechts*, dans Cede/Sucharipa-Behrmann, *Die Vereinten Nationen*, 1999, p. 131 à 142.

(Avec Cede) *National Treaty Law and Practice : Federal Republic of Austria*, dans Leigh, Blakeslee, Ederington (éds.), *National Treaty Law and Practice*, ASIL, 1999, p. 1 à 32.

*Did the FR Yugoslavia Make the OSCE an International Organization?*, dans Beredek, Isak, Kicker (éds.), *Development and Developing International and European Law*, 1999, p. 35 à 57.

*Risks Ensuing from Fragmentation of International Law*, dans *Rapport de la Commission du droit international à sa cinquante-deuxième session*.

(Avec H. Pearson) *Environmental Issues in the Work of the ILC*, dans *YIEL* 2000.

*Existe-t-il un "treaty making power" de l'Union européenne dans le cadre de la PESC?*, 2001.

*The Draft Articles on the Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts*, dans *5 ARIEL*, p. 189 à 270 (2000).

*Des Internationale Gerichtshof und der Internationale Strafgerichtshof: Konkurrenz oder Ergänzung?*, dans N. Ando et al. (éds.), *Liber Amicorum Juge Shigeru Oda*, p. 587 à 619 (2002).

*Rechtsprobleme der GASP*, dans H. Neuhold (Hgb), *Die GASP : Entwicklungen und Perspektiven*, Occasional Paper 4/2000, p. 45 à 55.

*El derecho a las contramedidas en los Artículos de la CDI sobre responsabilidad internacional del Estado* (traduit par Cristina Fraile Jiménez de Muñana), dans *Revista Electrónica de Estudios Internacionales*, Número 5/2002.

## **Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie)**

Né le 29 juillet 1960 à Leningrad (Union des Républiques socialistes soviétiques)

### **Études**

- 1986            Doctorat de droit international; thèse sur les normes recommandatoires, avec comme exemple les résolutions recommandatoires de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1982-1985      Études universitaires supérieures, Université d'État de Moscou, faculté de droit, Section du droit international (sous la direction du professeur G. I. Tunkin).
- 1982            Diplômé avec mention de l'Université d'État de Moscou, faculté de droit, Section du droit international, diplôme de droit international.

### **Fonctions actuelles**

- Depuis 2001    Directeur du Département juridique, membre du Conseil d'administration, Ministère russe des affaires étrangères.

### **Postes occupés**

- 1997-2001      Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève.
- 1994-1997      Directeur adjoint du Département juridique du Ministère russe des affaires étrangères.
- 1992-1994      Chef de division au Département juridique du Ministère russe des affaires étrangères.
- 1991-1992      Assistant du chef du personnel du Premier Adjoint du Ministre russe des affaires étrangères.
- 1990-1991      Juriste au Comité des relations entre les républiques du Soviet suprême (Parlement) russe.
- 1986-1990      Juriste à la Division des organisations internationales et la Division des relations économiques extérieures, Département des relations extérieures, Ministère de la marine marchande de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

### **Expérience professionnelle**

- 2003            Chef de la délégation russe aux négociations avec la Norvège concernant la délimitation de la mer de Barents.
- Chef de la délégation russe au Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, relevant de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec l'Ukraine concernant le Traité bilatéral sur la frontière.

- Depuis 2002 Vice-Président de la Commission interinstitutions créée par le Gouvernement russe pour négocier avec l'Ukraine les questions concernant la catastrophe de l'avion russe Tu-154M au-dessus de la mer Noire en octobre 2001.
- 2002 Représentant de la Russie au Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public (CADHI) (Conseil de l'Europe).  
Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec la Roumanie concernant le Traité bilatéral sur les relations amicales et la coopération.  
Représentant de la Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.  
Chef de la délégation russe à la vingt-cinquième Réunion consultative sur le Traité de l'Antarctique.
- 1997-2001 Représentant ou représentant adjoint de la Russie aux réunions intergouvernementales et réunions d'experts tenues dans le cadre de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission des droits de l'homme, de l'OIT, de l'OMS, de l'OMM, de l'OMPI, et aux réunions organisées par le CICR et par le Gouvernement suisse en tant que dépositaire des Conventions de Genève de 1949.
- 1996 Représentant de la Russie au Comité européen de coopération juridique (CDCJ) (Conseil de l'Europe), participation à la rédaction de la Convention européenne sur la nationalité.  
Chef adjoint de la délégation russe au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale.  
Chef de la délégation d'experts russes aux négociations avec la Roumanie sur le Protocole intergouvernemental sur l'inventaire des traités bilatéraux.
- 1995 Chef adjoint de la délégation russe au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale.
- 1994-1997 Représentant de la Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et au Comité spécial de la Charte des Nations Unies.
- 1994 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations sur le mémorandum d'accord concernant les garanties données au Bélarus, au Kazakhstan et à l'Ukraine concernant leur adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
- 1993-1994 Expert juridique des délégations russes aux réunions tenues dans le cadre de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

- 1993 Représentant de la Russie aux négociations sur le Protocole financier à la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
- 1991-1997 Expert juridique des délégations russes aux réunions intergouvernementales et réunions d'experts au sein de la Communauté d'États indépendants.
- 1990-1991 Expert juridique de la délégation russe aux négociations avec la République de Lituanie concernant l'Accord intergouvernemental bilatéral sur la coopération en matière de développement de la région de Kaliningrad et sur l'Accord intergouvernemental bilatéral sur l'assistance et la réinstallation des nationaux de Mažeikiai (Lituanie) à Vsevoljsk (Russie).
- Expert juridique de la délégation russe aux négociations avec la République d'Estonie sur le Traité établissant la base des relations inter-États entre la Russie et la République d'Estonie.
- 1989-1990 Expert juridique des délégations soviétiques aux sessions de l'Assemblée et du Conseil d'Inmarsat.

#### Activités scientifiques

- Depuis 2001 Membre du Conseil scientifique et d'experts de la Douma d'État, Assemblée fédérale (Parlement) de la Fédération de Russie.
- 1993 Membre de la Commission d'experts juridiques sur l'application au niveau national de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, établie sous l'égide de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.
- Depuis 1987 Membre du Conseil de rédaction de l'Annuaire de droit international, publication de l'Association russe de droit international.
- Depuis 1982 Membre de l'Association russe de droit international.
- Depuis 2002 Professeur invité à la Section de droit international de la faculté de droit, Institut d'État de Moscou pour les relations internationales; chargé à l'occasion de conférences sur le droit international à l'Université d'État de Moscou, à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, et à l'Académie juridique d'État de Moscou.
- 1991 Professeur invité à la Section de droit international de la faculté de droit à l'Université d'État de Moscou.
- 1990-1991 Professeur invité à la Section de droit international de la faculté de droit de l'Académie juridique de Moscou.

#### Principales publications

« Projet de convention sur la lutte contre le tabagisme » (en collaboration avec M. V. Musihin), *Journal de droit international de Moscou*, No 4, 2001.

« Débat sur le projet de statut d'une cour criminelle internationale » au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« An Ad Hoc Tribunal for the Prosecution of Serious Violations of International Humanitarian Law in the Former Yugoslavia » (en anglais), *Criminal Law Forum*, faculté de droit de l'Université Rutgers (États-Unis d'Amérique), vol. 5, No 2 et 3 (1994).

« Critique de l'ouvrage sur le fonctionnement du droit international écrit par I. I. Lukashuk », *Journal de droit international de Moscou*, No 4, 1994.

« Commentaires sur le concept de "droit indicatif" », *L'État et la loi soviétiques*, 1985, No 12.

« La doctrine latino-américaine sur le caractère juridique de la Charte des droits et devoirs économiques des États » (en collaboration avec M. Beserra), *Bulletin de l'Université d'État de Moscou, Série juridique*, vol. 11, No 5, 1985.

### **Connaissances linguistiques**

Russe – langue maternelle.

Anglais – parfaite maîtrise.

Français – compréhension orale et écrite.

## **Teodor Viorel Melescanu (Roumanie)**

Né le 10 mars 1941 à Brad, circonscription de Hunedoara (Roumanie).

### **Études universitaires**

Faculté de droit de Bucarest (1959-1964).

Cours de troisième cycle en relations internationales à l'Université de Bucarest (1964-1966).

Institut universitaire des hautes études internationales, Genève (1967-1970).

Doctorat en sciences politiques/droit international de l'Université de Genève (1973).

### **Carrière universitaire et scientifique**

Doctorat de droit international de l'Université de Genève (1973).

Membre de l'Association du droit international et des relations internationales (ADIRI), Bucarest (1973).

Membre de l'Institut roumain d'études politiques, Bucarest (1991).

Professeur à la faculté d'études politiques de l'Université de Bucarest, chaire de droit international et diplomatique (1992).

Professeur de droit international public au niveau de la maîtrise à la faculté de sciences politiques et à la faculté d'histoire de l'Université de Bucarest (1997).

### **Membre de la Commission du droit international (1997-2001)**

Président du Groupe de travail pour l'élaboration d'observations sur les projets d'articles relatifs à la responsabilité des États (2001).

Membre des groupes de travail sur la nationalité en relation avec la succession d'États; réserves aux traités; protection diplomatique; actes unilatéraux des États; responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; responsabilité des États.

Membre des comités de rédaction sur la responsabilité des États; les réserves aux traités; la protection diplomatique; les actes unilatéraux des États.

### **Auteur de travaux spécialisés**

*Legal Responsibilities for Nuclear Damage* : thèse de doctorat, Genève 1973.

*The International Labour Organization*, Bucarest, Editura Policica, 1974.

*Institutions européennes*, École nationale des études politiques et d'administration publique, Bucarest, 1993.

*International Community Law*, Université de Bucarest, 1995.

*For a New Political Order*, Iassy, Editura Polirom, 2000.

*Public International Law*, Université de Bucarest, 1994; nouvelle édition révisée en 2002.

*The Rebirth of the Romanian Diplomacy*, Cluj, Editura Dacia, 2002.

**Coauteur de travaux spécialisés**

*Diplomatic Dictionary*, Bucarest, Editura Politica, 1973 et 1979.

*Agenda of International Issues*, Bucarest, 1973.

*Military Disarmament and Disengagement in Europe*, Bucarest, 1973.

**Articles et études récents**

*Moldova, The Second Romanian State*, No 2/1992 –Venise (Italie).

*Democracy and Market Economy: The Irreversible Options of Romania*, dans *Asashi Shinbun*, 11-05-1993, Tokyo (Japon).

*Security in Central Europe: a positive-sum game*, dans *Revue de l'OTAN*, No 5, octobre 1993. Bureau de l'information et de la presse de l'OTAN, 1110 Bruxelles (Belgique).

*A Memorable Moment in Romanian History*, dans *Business World*, No 14 (847), 24-30 janvier 1994.

*Romania's Option for Integration with the West: Historical and Present Grounds*, dans *Journal roumain des affaires internationales*, vol. 1, No 1-2/1995.

*The National Security of Romania: Priorities and Legitimate Concerns*, dans *Central European Issues*, vol. 1, No 1, automne 1995.

*The Institutional mechanisms of Romania's foreign policy after 1990*, *Studia Politica*, revue roumaine de sciences politiques, vol. 1, No 2/2001.

*A new role for the International Court of Justice in preventing local conflicts*, dans *EuroAtlantic Studies*, No 1/2001, Université de Bucarest.

*Globalization and International Terrorism*, dans *Journal roumain d'études européennes*, No 1/2002.

*Public International Economic Law; principles and institutions regulating international economic relations*, dans *EuroAtlantic Studies*, No 4/2002.

*Legal Aspects of Romania's adherence to NATO*, dans *EuroAtlantic Studies*, No 1/2003.

**Carrière diplomatique**

Septembre 1966-août 1990 : Diplomate au Ministère des affaires étrangères; six promotions successives jusqu'au rang d'ambassadeur.

Août 1990-mai 1991 : Sous-Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères; Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères.

Novembre 1992-novembre 1996 : Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères.

**Carrière politique :**

Décembre 1996-2000 : Sénateur de la circonscription de Prahova, Président du Comité des affaires étrangères au Sénat roumain.

Janvier 2001 : Vice-Président du Parti libéral national, chargé des relations extérieures.

## **Árpád Prandler (Hongrie)**

Né le 23 février 1930 à Kaposvár (Hongrie).

### **Études**

Licence en droit, 1952, licence en histoire, 1957 – Université de Budapest.

Doctorat en jurisprudence, 1972.

Professeur assistant (1952-1962) et professeur associé (1969-1983), professeur titulaire de la chaire de droit international (depuis 1983) – faculté de droit de l'Université de Budapest.

Professeur honoraire au Département des relations internationales, faculté de sciences économiques de Budapest (droit international, organisations internationales) depuis 1992.

### **Expérience professionnelle**

Ministère des affaires étrangères, depuis 1962.

Représentant permanent adjoint, Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1963-1968.

Directeur du Département de droit international, Ministère des affaires étrangères, Budapest, 1974-1983.

Ambassadeur depuis 1976.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, depuis 1981.

Membre de la délégation hongroise aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies : 1963 à 1970, 1975 à 1982, 1994 à 2002.

Chef de la délégation hongroise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974-1982.

Directeur et adjoint du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, Département des affaires de désarmement, ONU, New York, 1983-1990.

Secrétaire général (ayant rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU) de la quatrième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1990.

Représentant adjoint de la Hongrie à la Commission du Danube, depuis 1993.

Membre de la délégation hongroise à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires sur la création d'une cour criminelle internationale, Rome, 1998.

Chef ou membre de la délégation hongroise à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, 1999-2002.

Membre de la délégation hongroise à la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 1995 et 1999.

Représentant de la Hongrie à la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée par le Conseil de sécurité, Genève, 1992-1993.

Conseiller principal (1992-1997), Directeur adjoint du Département de droit international du Ministère des affaires étrangères, 1997-2000.

Membre de la Commission humanitaire internationale d'établissement des faits, créée en vertu de l'article 90 du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949, depuis 1996.

Chef de la délégation hongroise à la première réunion périodique des États Parties aux Conventions de Genève, 1998.

Directeur du Département de droit international du Ministère des affaires étrangères, janvier 2001-juillet 2002.

Conseiller principal au Ministère des affaires étrangères, depuis août 2002.

Président de la Sixième Commission à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 2002.

#### **Autres fonctions**

Membre du Conseil national de la Croix-Rouge hongroise.

Président de la branche hongroise de l'Association internationale de droit, depuis 2000.

Président du Comité consultatif national sur le droit humanitaire international, depuis 1999.

#### **Publications**

Ouvrage intitulé « The Security Council of the United Nations ».

Monographie « International organizations and institutions ».

Nombreux articles sur différents sujets, notamment la Charte des Nations Unies, le maintien de la paix, le droit de la mer, le désarmement, les droits de l'homme et le droit humanitaire international.

#### **Renseignements supplémentaires**

Langues parlées : anglais, français et russe.